

SOMMAIRE

- 3. L'écologie, une affaire de classe ?
- 7. Écologie populaire : la réalité du terrain au service de sa définition
- 11. Interview : **Christine Mahy**
- 14. Cinquante nuances d'écologie
- 18. L'écologie populaire, redistributive et transformatrice !

Vers l'écologie populaire



L'écologie populaire en chantier



© Terre d'écologie populaire

Considéré comme anti-écologiste à ses débuts, le mouvement des Gilets Jaunes a mis en lumière les incohérences d'une politique qui avait choisi de faire peser la transition écologique en premier lieu sur les travailleur·euse·s et sur le monde populaire. Dans le même temps, le mouvement Climat a pris de l'ampleur et des milliers de manifestant·e·s sont descendu·e·s dans les rues pour exiger une réponse politique et des choix économiques forts en vue de répondre à l'urgence climatique. Loin d'être antinomiques, concurrents ou contradictoires, ces deux soulèvements ont coalisé leurs forces autour d'un slogan commun : « *Fin du monde, fin du mois, même combat !* » Depuis, les rapprochements entre écologistes et mouvements sociaux se multiplient.

Plus récemment, au cours de ces mois de mai et de juin 2023, la très populaire Fatima Ouassak, membre du Front de Mères et cofondatrice de la Maison de l'écologie populaire Verdragon à Bagnolet, en France, a fait une tournée de conférences en Belgique. Certain·e·s permanent·e·s et militant·e·s des Equipes Populaires ont participé à l'une ou l'autre de ces rencontres et se sont enrichis de l'expérience très concrète de cette maison de l'écologie implantée en banlieue parisienne.

Cette question de l'écologie populaire nous parle et parle aux militant·e·s qui font vivre notre mouvement. Nous voulons la comprendre, la travailler, la questionner et l'amplifier au cours des prochains mois. Elle fera l'objet de notre Journée d'étude du 13 octobre et de nos débats lors du Congrès du 18 novembre.

Dans ce numéro de Contrastes, nous vous proposons donc un premier tour des questions que soulève cette écologie populaire, ou faudrait-il dire de ces écologies populaires puisqu'il semble qu'elles soient nombreuses, variées et vivantes ? De la limite des « écogestes » aux grandes mobilisations, en passant par des projets locaux et collectifs très concrets, nous avons voulu montrer la place pas si marginale qu'occupent les milieux populaires dans les pratiques écologiques. Et puisque l'écologie doit être l'affaire de toutes et tous, nous avons voulu réaffirmer la nécessité de faire participer les plus riches à l'effort climatique et d'ancrer cette écologie populaire dans une perspective de réduction des inégalités.

Il est évident qu'on ne répondra pas aux défis qui nous attendent et à l'enjeu climatique en laissant les milieux populaires de côté, en méprisant leur rapport à leur environnement, en invisibilisant leurs actions, en les culpabilisant sur leurs modes de vie. Mettre en œuvre une écologie qui soit juste, réellement populaire et revendicative, c'est le souhait que nous portons en ouvrant ce chantier.

Bonne lecture !

Muriel Vanderborght

Equipe de rédaction :

Claudia Benedetto, Françoise Caudron,
Adrienne Demaret, Guillaume Lohest,
Muriel Vanderborght

Rédactrice en chef : Muriel Vanderborght

Mise en page : Hassan Govahian

Editeur responsable :

Guillaume Lohest, rue du Lombard 8

5000 Namur - Tél : 081/73.40.86

secretariat@equipespopulaires.be

Prix au n° : 4 €

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :

Versez 20 € au compte BE46 7865 7139 3436

des Equipes Populaires, avec la mention :

"Abonnement à Contrastes" + votre nom

L'ÉCOLOGIE, UNE AFFAIRE DE CLASSE ?

Les préjugés sur l'absence de conscience écologique des classes populaires ont la vie dure. Les personnes issues de ces milieux ignoreraient l'importance des enjeux climatiques à venir, adopteraient plus que d'autres, et sans culpabilité, des comportements polluants, se moqueraient ouvertement des pratiques écologistes. Ce désintérêt et ce désengagement sont-ils réels ? Les milieux populaires ont-ils, au fond, une conscience politique écologique ?



J'ai toujours été écolo, bien avant d'en avoir une conscience politique. Alors que j'habitais dans un quartier populaire avec du béton pour seul paysage, j'ai toujours eu un lien avec la nature. Je considérais mon environnement comme un tout vivant et non comme une matière inerte. Je repense souvent aux « classes vertes » comme moment fondateur de ce lien. Notre professeur de sciences nous emmenait au terrier proche de l'école et cela me rendait heureuse. Je trouvais ce lieu fascinant, beau. A la maison, nous avions la chance d'avoir un potager. J'observais mon père qui y cultivait toutes sortes de légumes, sans utiliser de produits chimiques. Plus tard, j'ai adhéré aux recommandations des petits gestes à réaliser au quotidien pour limiter mon impact sur l'environnement. J'ai commencé à lire

beaucoup sur le sujet et à intellectualiser mes observations. Je me souviens avoir échangé sur mes lectures avec mon père. Pour lui, toutes ces recommandations avaient du sens mais il considérait que cela concernait les bourgeois, que lui, plus jeune, et mon grand-père avant lui, avaient par la force des choses été obligés d'opter pour la sobriété, non par choix mais par nécessité économique.

« Comme si j'avais attendu pour faire attention ! »

Récemment, en rendant visite à ma grand-mère, j'ai croisé une femme âgée du quartier. Après avoir pris de mes nouvelles, elle enchaîna sur l'actualité et c'est en colère qu'elle me lança : *On nous demande de mettre des couches*

de pulls en plus pour économiser l'énergie, tu t'imagines ! Comme si j'avais attendu les conseils de ces gens-là pour faire attention !

Se demander si les « milieux populaires¹ » s'intéressent à l'écologie, c'est aussi ridicule et insultant que de demander à un analphabète s'il est cultivé. En 2021, nous avons réalisé au sein des Equipes Populaires une recherche participative sur les peurs auprès de nos membres et sympathisants². Sur les 200 personnes qui ont complété l'enquête, à la question *Quand vous pensez à l'avenir, à celui de vos enfants ou petits-enfants, quelle émotion ressentez-vous le plus fort ?*, près d'une sur quatre a mentionné la préoccupation écologique. En ce qui concerne le climat, on peut constater une grande conscience de l'ampleur des catastrophes annoncées, et un pessimisme certain sur les conséquences du réchauffement climatique. Parmi les 99 personnes qui s'identifient comme faisant partie des milieux populaires, nous constatons que la proportion de gens inquiets pour la biodiversité est identique à celle de l'ensemble des répondants.

Un discours institutionnel déconnecté des réalités

L'inquiétude face à la crise écologique est donc bien présente au sein des milieux populaires, d'autres enquêtes sociologiques le montrent également. Le problème réside dans le décalage : décalage entre les militants écologistes « traditionnels » et les personnes qui n'ont pas toujours les codes de la mobilisation citoyenne, décalage entre les décideur·euse·s et la réalité de vie des personnes. Féris Barkat, cofondateur de l'association Banlieues Climat, le constate au quotidien : *On a droit à de grands discours pour dire que les classes populaires sont les bienvenues, mais est-ce que vous êtes déjà allé à une manif écolo ? On ne se sentira jamais à notre place. Aujourd'hui, la rhétorique climatique dominante – efficace pour une certaine classe sociale – gravite autour de l'hyper-responsabilisation des individus, de la consommation et des petits gestes. On ne peut pas demander d'arrêter l'avion à quelqu'un qui ne l'a jamais pris de sa vie³.*

Le discours politique est en inadéquation avec la réalité des gens, qui ne se reconnaissent pas dans les solutions qui sont proposées ou qui tout simplement ne peuvent pas se permettre de les mettre en œuvre. L'écoresponsabilité, le fameux consommateur responsable, le *mangez moins de viande et tout ira mieux*, ces injonctions sont

culpabilisantes et fallacieuses puisqu'on sait qu'elles ne sont pas suffisantes pour régler la multiplicité des défis qui nous attendent.

Les sociologues Jean-Baptiste Comby et Hadrien Malier⁴ ont réalisé en 2021 une analyse sur les classes populaires et l'enjeu écologique. Ils observent une tendance des classes populaires à souligner l'irréalisme du discours écologique par rapport à une réalité de vie souvent difficile : *Mais on a déjà travaillé toute la journée, c'est notre détente ! Peu importe que je prenne un bain ou une douche plus longue de deux minutes⁵. Changer son mode de vie avec l'approche écologique apparaît alors comme une charge supplémentaire que l'on ne souhaite pas ajouter à un quotidien déjà exigeant⁶.*

Lors de leurs entretiens, ils ont identifié ce qu'ils nomment un *goût du raisonnable* auprès des classes populaires : *Face aux injonctions à l'écologisation, les habitant·e·s des résidences HLM répondent régulièrement qu'ils et elles sont très attentifs et attentives à leurs consommations et n'ont « pas attendu » le programme de sensibilisation pour savoir récupérer l'eau en plaçant un verre sous le robinet quand ils et elles se brossent les dents, éteindre la lumière dans les pièces vides ou récupérer des « fruits talés ».* (...) C'est la même problématique qui est relevée quant aux autocollants Stop Pub : *ils ont besoin des pubs pour être tenus au courant des promotions utiles à la gestion de leur budget.*

La délégitimation des pratiques écologiques des milieux populaires

Il y a également une forme de modestie qui ressort des témoignages collectés par les sociologues. Une modestie du *nous* face à *eux*, les pollueurs. Quand on demande à l'un des enquêtés, tout à fait conscient de la problématique du changement climatique, si les petits gestes écologiques du quotidien peuvent aider à protéger la planète, on peut sentir une impuissance dans sa réponse : *Ce n'est pas là que ça se joue. On n'est pas Trump nous ! Ce n'est pas la douche du petit monsieur qui détruit la nature⁷.* Selon les sociologues, ce n'est pas de l'égoïsme qui est manifesté ici mais une modestie ajustée à sa position sociale. Cette infériorisation, ajoutent-ils, peut s'expliquer quand, au travail, dans la vie quotidienne, à l'école, face à la police ou aux bailleurs sociaux, tout vous renvoie à la place que vous occupez sur l'échelle sociale : inférieure.

Pour Fatima Ouassak, politologue, militante et cofondatrice du collectif Front de Mères,

Définition : Milieux populaires

Les milieux populaires sont caractérisés par une grande diversité de personnes aux profils et aux expériences de vie variées mais qui possèdent des traits communs liés à des phénomènes de domination socio-économique (*petitesse du statut professionnel ou social ; étroitesse des ressources économiques -sans que cela signifie nécessairement précarité-¹*) et de séparation culturelle (*éloignement par rapport au capital culturel, et d'abord par rapport à l'école²*).

1.-2. SCHWARTZ O., « Peut-on parler des classes populaires ? », dans *La Vie des Idées*, 2013.

il y aurait un problème de délégitimation de la parole des classes populaires en matière de luttes écologistes. Lorsqu'elle a milité avec plusieurs personnes pour instaurer une assiette végétarienne dans les cantines scolaires, en plus du menu habituel, à savoir de la viande, elles ont été taxées de communautaristes et suspectées de vouloir imposer au final le halal à l'école. L'invisibilisation de la lutte écologiste par les personnes issues des quartiers populaires est aussi pointée du doigt par Fatima Ouassak qui souligne l'importance de laisser des traces : *Si je n'avais pas fait ce travail de laisser des traces, de dire cette lutte dans des entretiens avec des médias, notre lutte écologiste à Bagnolet serait, elle aussi, passée à la trappe. Vous pourriez alors considérer que la question de l'alternative végétarienne a été portée par la FCPE [Principale fédération de parents d'élèves des écoles publiques en France, classée à gauche. NDLR], par Greenpeace, par l'Association végétarienne de France – parce qu'elle est portée aujourd'hui par eux – et que les principales victimes de ce qu'on appelle la crise climatique et les inégalités environnementales (la classe populaire), décidément, elles, elles ne font rien.*

Le besoin d'un réalisme pratique

Pour la politologue, il est évident que ce n'est pas parce que la préoccupation principale de certaines personnes est de subvenir aux besoins de leur famille qu'elles ne sont pas préoccupées par la question du climat : *Il y a l'idée que l'écologie ce n'est pas pour tout le monde, que c'est réservé aux classes moyennes et supérieures blanches. La question du climat était – un peu moins maintenant – considérée comme une question très lointaine, réservée aux riches, tandis que nous, on s'occupe de notre chômage⁸. L'écologie peut s'adresser aux milieux populaires, des questions peuvent être débattues et des projets peuvent être construits s'ils sont ancrés dans leur réalité. Il faut partir de ce que vivent les gens. Dans les quartiers, le problème principal est l'espace : les appartements trop petits, la nécessité d'espaces verts pour que les enfants puissent saérer et faire des promenades... Il faut qu'on puisse réinvestir l'espace et s'y sentir bien. Un autre sujet central est l'alimentation. J'ai toujours vu les immigrés, les pauvres des quartiers, penser l'empoisonnement de leurs enfants. (...) C'est une autre manière de poser toutes les questions d'urgence écologique, du point de vue de gens qui vivent dans les tours et le béton et ne partent pas en week-end à la campagne. On n'est pas obligés d'arriver avec des gros sabots écologistes⁹.*



© Facebook Verdragon

Pour Comby et Malier également, les milieux populaires appréhendent la réalité sous le prisme du réalisme pratique¹⁰. Ce que confirme Jordan Jimenez qui a étudié le quartier d'Air Bel à Marseille : *en termes d'acceptabilité des dispositifs liés à la transition écologique, les habitants retiennent essentiellement ce qui aura une influence sur leur environnement direct. Les projets sur le long terme et dont les impacts sont essentiellement mesurés par des chiffres ne leur parlent pas car ils n'y voient pas un outil pour pallier les problématiques de leurs conditions de vie. Dans une autre mesure, les avantages des initiatives concrètes telles que du maraîchage sont plus comprises et plus appropriables pour les habitants¹¹.*

Alors que les discours écologistes adoptent la plupart du temps une lecture globale de la problématique, en mettant en avant l'effondrement ou l'épuisement des ressources, les classes populaires ont un rapport à l'écologie sur le plan local et à partir d'expériences concrètes. Il y a là un enjeu dont il faudrait se saisir selon les sociologues : *politiser les enjeux liés à la qualité environnementale des lieux de vie des groupes dominés¹²*. Comme se focaliser sur des entreprises qui polluent les eaux ou la qualité de l'air par exemple, ce qui est rarement le cas en France de la part des organisations de justice environnementale, précisent-ils.

S'ancrer dans le territoire, c'est l'expérience qui a été réalisée à la Maison de l'écologie populaire Verdragon de Bagnolet. Plutôt que de sensibiliser sur l'Amazonie ou sur le sort d'animaux menacés que les habitant-e-s du quartier n'avaient jamais vus, un groupe a travaillé sur la qualité de l'air à Bagnolet. Ils ont fait comparer la qualité de l'air à Bagnolet et celle du 20^e arrondissement de Paris et ont

démontré que l'air y était beaucoup plus pollué qu'à Paris, 300 mètres plus loin. En cause notamment la politique de végétalisation municipale. Pour Fatima Ouassak, *cette comparaison de territoires nous a permis de prouver qu'il s'agissait de volonté politique : qu'est-ce qui est mis en place à Paris ? Qu'est-ce qui n'est pas mis en place à Bagnolet ? Qu'est-ce qu'on pourrait faire ensemble pour améliorer la qualité de vie*¹³ ?

Après avoir ouvert les yeux sur les réalités de vie des classes populaires, on peut mieux comprendre pourquoi il n'y a pas plus d'adhésion au discours politique écologiste. La conscience du dérèglement climatique est largement admise, ce qu'il manque ce sont des mesures structurelles qui impactent le système économique afin de réduire l'écart entre ceux qui seraient les « bons écolos » et les « autres ». Ce qui permettrait aux milieux populaires de se réconcilier avec le discours politique écologiste qui aujourd'hui les culpabilise.

Claudia Benedetto

1. A ce sujet, lire : VANDERBORGHT M., Vous avez dit "Milieux populaires" ? Entre position sociale commune et éclatement des réalités, Equipes Populaires, 2012.
2. Une étude sur ce sujet paraîtra en 2023.
3. <https://www.liberation.fr/forums/banlieues-et-climat-on-ne-peut-pas-demander-darreter-lavion-a-quelquun-qui-ne-la-jamais-pris>
4. Comby, J. B. & Malier H., « Les classes populaires et l'enjeu écologique », dans Sociétés contemporaines, n°124, 2021
5. 6. 7. Idem
8. Fatima Ouassak : « Dans les quartiers populaires, l'écologie semble réservée aux classes moyennes et supérieures blanches » (reporterre.net)
9. Idem.
10. Comby, J. B. & Malier H. op cit.
11. JIMENEZ J., « Quartiers populaires et inégalités écologiques : quelles actions, discours et représentations de la transition écologique ? », Architecture, aménagement de l'espace, 2022.
12. Comby J. B. & Malier H., op cit., p. 52.
13. <https://www.agirparlaculture.be/fatima-ouassak-tout-est-fait-pour-que-les-classes-populaires-ne-se-sai-sissent-pas-de-lecologie/>

Ecoresponsabilité et distinction sociale

La fable du colibri, relatée par le philosophe-agriculteur Pierre Rabhi, nous raconte l'acharnement d'un sympathique colibri qui, sous le regard d'autres animaux médusés, tente d'éteindre un incendie en jetant sur le feu des gouttelettes d'eau. A ceux qui le traitent de fou, il répond « *Je sais, mais je fais ma part* ». Faire sa part, c'est le sous-entendu que l'on retrouve derrière de nombreuses injonctions aux écocistes : ne pas gaspiller l'eau, économiser l'énergie, réduire ses déchets, consommer bio, rouler à vélo...

Ces comportements valorisés – survalorisés même au sein d'une certaine classe sociale – sont supposés répondre aux problèmes environnementaux présents et à venir. Il est pourtant avéré que l'ensemble de ces pratiques ne suffiront pas pour « éteindre l'incendie ». Pendant de nombreuses années, elles ont pourtant été transmises comme telles, répandant l'idée que mis ensemble, tous ces gestes feraient la différence. Le secteur de l'éducation à l'environnement, et de nombreuses personnes adeptes du « colibrisme » se posent aujourd'hui des questions tant sur

la limite de ces pratiques que sur le public auquel elles s'adressent. Dans un article sur le sujet, Arnaud Morange souligne que *les discours sur les bonnes pratiques écologiques se déploient sur le mode de la responsabilisation, pour ne pas dire de la culpabilisation des classes sociales supposées peu éduquées*¹. L'écoresponsabilité, ou écocivisme, contribue en effet à renforcer certaines logiques de classe et de domination culturelle. En forçant le trait, on pourrait dire que les plus fortunés se donnent bonne conscience, que ceux qui possèdent un capital culturel fort se distinguent... tandis que les milieux populaires auxquels s'adressent majoritairement les campagnes de sensibilisation se culpabilisent, ou se détournent.

Par ailleurs, le caractère dépolitisé du « colibrisme » est de plus en plus souligné. C'est une pensée qui se veut positive, qui cherche l'alternative mais qui ne déconstruit pas nécessairement le système productiviste destructeur dans lequel nous restons plongés et *ne remet pas en cause la croissance économique qui est par nature anti-écologique*². C'est cette contradiction fonda-

mentale qui rend le discours confus pour les milieux populaires. Le modèle capitaliste les enjoint à avoir plus – ce qui symbolise une certaine réussite, voire une ascension sociale – tandis que le discours écologiste leur demande de renoncer à ces marques de distinction.

1. MORANGE A., *L'éducation relative à l'environnement à l'épreuve du vécu des classes populaires en France*, 2021, p. 2
2. Idem, p. 5



© Illustration SAW-B

ÉCOLOGIE POPULAIRE : LA RÉALITÉ DU TERRAIN AU SERVICE DE SA DÉFINITION

Dès que l'on accole un adjectif à « écologie », il est compliqué de savoir ce que le concept recouvre exactement. L'écologie populaire est une terminologie encore récente, difficile à saisir. Pour essayer de construire ensemble une définition la plus réaliste possible, nous avons passé en revue plusieurs projets qui se revendiquent de l'écologie populaire, ou qui semblent en avoir les marqueurs.



Si, en Belgique, l'expression « écologie populaire » n'est pas encore (ou peu) usitée par les associations de terrain, nous avons trouvé plusieurs groupes, projets ou associations françaises qui mettent l'écologie populaire en avant. Entre ceux qui s'en revendiquent haut et fort, ceux qui en font sans le verbaliser, la récupération politique et le greenwashing décomplexé, il est difficile de juger quelles actions relèvent réellement de l'écologie populaire. Collecter des projets concrets, comprendre ce qui les relie et ce qui fait sens, la tâche ne fut pas évidente, mais nous avons essayé.

Des projets concrets et ancrés dans la réalité populaire

En France, cela fait déjà trois ans que l'association Graines Populaires¹ existe. Son but

est de décroquer l'écologie, comme nous l'explique son fondateur, Pierre Benassaya : *Il y a une idée reçue selon laquelle l'écologie serait réservée aux riches et aux quartiers bobos. L'association est née pour aller à rebours de cette idée. Les partis écolos ont du mal à s'approprier le caractère populaire de l'écologie. C'est pour cela que les gens se tournent vers des associations comme la nôtre, car ce qu'ils recherchent, c'est comment agir au quotidien. Ce qui plait, c'est l'aspect concret, comment nous arrivons à rendre tangible l'écologie populaire.* Graines Populaires œuvre à une réappropriation populaire de l'écologie en organisant des événements alliant solidarité et écologie dans les quartiers urbains et ruraux les plus précaires. Leur credo ? S'ancrer dans les réalités locales, à travers un réseau de comités.



© Après M Facebook

Le but de l'association n'est pas de « faire à la place de », mais d'accompagner les habitants dans leurs actions, de les aider à se structurer au niveau local. *Assez rapidement* continue Pierre Benassaya, *nous avons été contactés par des personnes qui souhaitaient lancer des actions et qui cherchaient un cadre pour les organiser dans leurs quartiers. Au niveau des projets sollicités, l'aspect économique est très présent, il s'agit d'avoir un impact positif écologiquement mais sans dépenser plus, et même en économisant.* On retrouve ainsi des ateliers zéro déchet, de réalisation de produits ménagers, la mise en place de composteurs partagés, la création d'un jeu sur le tri à destination des enfants, l'aide à des sinistrés climatiques locaux ou encore des actions de solidarité avec des lieux populaires menacés... En partenariat avec le média Alternatives Economiques, Graines Populaires a mis sur pied, en juin 2023, un festival de l'écologie populaire à Saint-Denis, en région parisienne, afin de mettre en avant les associations qui travaillent sur ce concept. *Faire de l'écologie populaire, pour nous, c'est lier les impératifs de justice sociale et l'écologie* développe Pierre Benassaya, *faire en sorte que la transition écologique ne pèse pas sur les plus précaires, mais qu'elle soit pensée avec eux. Ce sont déjà les plus grandes victimes des bouleversements climatiques, il ne faudrait pas qu'ils soient aussi les victimes de la transition. Elle doit se faire de manière juste.*

L'écologie populaire sans le dire

Si ce discours est vivifiant, les projets en eux-mêmes n'apportent pas de véritable nouveauté, excepté leur ancrage dans des quartiers populaires. Le « Festival de l'écologie populaire » de Kremlin-Bicêtre, dans le Val de Marne, propose lui aussi une série d'activités dans cette lignée : ateliers zéro déchet, vente de plantes,

conférences, vide-grenier, bourse aux vélos, dégustations de jus... Faut-il, dès lors, se tourner vers des projets qui répondent de l'écologie populaire, sans forcément la nommer ?

Du côté de Marseille, par exemple, Après-M est un fast-food social et solidaire où d'anciens employés de Mac Donald se sont réapproprié le restaurant qui avait été fermé par la multinationale. Ils ont fondé une coopérative notamment active dans la distribution de repas solidaires. Son fondateur, Kamel Guemari, part du principe qu'il ne faut pas faire *pour les quartiers mais avec les quartiers* et réfléchir *avec les jeunes*. Il s'est rendu compte que dans les quartiers populaires aussi, l'écologie, on en parle. Avec l'équipe de travailleurs, il a donc décidé de mettre en place une conserverie pour ne pas gaspiller les produits frais. Et comme tout se transforme et rien ne se jette, le projet actuel est de travailler sur un méthaniseur domestique pour faire du biogaz et d'envoyer l'engrais qui restera vers les producteurs locaux qui les aident. Au-delà de l'aspect écologique, c'est l'aspect de justice sociale qui interpelle dans ce projet, comme le décrit un des membres de l'équipe : *Il s'agit de transformer un outil économique du secteur marchand en outil lié à la solidarité locale. C'est notre plus grand challenge : démontrer qu'avec l'argent d'une entreprise, on peut faire plus que remplir les poches d'un grand nombre de gens qui profitent².*

Toucher la sphère politique

L'aspect économique rejoint fortement l'aspect écologique. C'est en tous cas ce que sous-entend la maxime *Fin du monde, fin du mois, même combat !* qui coalesce les mouvements sociaux et les mouvements pour le climat. En France, le mouvement politique Pour une Ecologie Populaire et Sociale (PEPS), né en 2019, est composé pour partie d'anciens Gilets Jaunes. Ce mouvement se définit comme *un mouvement d'écologie populaire anticapitaliste de transformation sociale œuvrant à la convergence entre les luttes sociales et environnementales*. PEPS vise à regrouper les courants de l'écologie politique en rupture avec le capitalisme vert (décroissants, écosocialistes, écologistes sociaux, communalistes, écoféministes, mouvements décoloniaux et antiracistes, effondristes...). Concrètement, cela se traduit par des prises de position politiques, des mobilisations dans l'espace public, des rencontres d'échange et de réflexion au sujet de l'écologie populaire... Car, si une des caractéristiques de l'écologie populaire est de prendre en compte l'impact des choix et des décisions climatiques

sur les populations les plus faibles, se pose alors le problème de la représentativité de ces milieux au sein du processus démocratique.

Des lieux de rencontre indispensables

La possibilité d'une écologie populaire est tributaire de l'existence de lieux de rencontre et d'expression, des espaces où les citoyens peuvent, ensemble, se réappropriier les questions qui les préoccupent. C'est en banlieue parisienne, à Bagnolet, qu'est née Verdragon, la première « Maison de l'écologie populaire de France ». A l'initiative de ce projet, on trouve Alternatiba, mouvement citoyen pour le climat et la justice sociale, et le Front de Mères, syndicat de parents qui milite depuis 2016 pour l'auto-organisation des quartiers populaires. Les objectifs de cet espace sont notamment de réunir les habitants et habitantes des quartiers populaires autour de l'écologie, dans un lieu d'expérimentation et de réunion, comme l'explique Fatima Ouassak dans son livre « Pour une écologie pirate³ » : *Cet espace écologiste est singulier : géré en grande partie par des femmes non blanches, il est empreint de la culture des quartiers populaires. Il ne s'agit pas de sensibiliser ; ce sont les quartiers populaires qui y décident d'une ligne dont le but est d'essayer, dans l'urgence, de casser les murs qui empêchent de lutter contre le désastre climatique.*

Si ce projet enthousiasmant n'a pas été simple à concrétiser (voir encadré) et s'il achoppe aussi sur certaines difficultés inhérentes à tout projet collectif et ambitieux, Fatima Ouassak résume dans son livre ce que l'existence de ce lieu de près de 1000 m² au cœur d'une banlieue a déjà permis : *On y a depuis lors discuté des rapports du GIEC, commémoré le 17 octobre 1961, fêté le Nouvel An asiatique, récupéré nos paniers de légumes auprès de l'Amap, jardiné, discuté d'écologie décoloniale et de racisme environnemental, organisé des expositions sur les luttes paysannes ; on s'est entraidés, on est partis ensemble à la mer, on a fait des fresques climat, on a beaucoup mangé⁴.* Et d'exprimer son souhait de voir naître partout, en France et ailleurs, des Maisons de l'écologie populaire pour lier liberté, cultures, solidarité et écologie.

L'écologie populaire, pour les « oubliés » de l'écologie ?

Lorsque l'on se penche sur les causes de l'absence d'écologie populaire, on aboutit aussi à la double contradiction des « oubliés » de l'écologie. D'une part, il y a le préjugé que les milieux populaires n'ont rien à faire de l'écologie et de l'environne-

ment car ils sont trop loin de ces préoccupations et d'autre part, on présuppose que tout le monde, notamment dans les jeunes générations, est tout à fait conscient des enjeux de la crise climatique. On se trompe doublement. Cela aboutit à la fois à un manque de sensibilisation de certains quartiers sur des sujets aussi basiques que le recyclage, et cela donne une image négative des jeunes qu'on présente souvent comme désengagés. C'est au milieu de ces constats que Fériss Barkat, 20 ans, a cofondé Banlieues Climat. Alors qu'il était étudiant en terminale, il a entendu parler pour la première fois de la transition climatique, sujet qui n'avait jamais été abordé au sein de son cercle familial. Ses amis, qui n'y connaissent rien non plus, découvrent à travers lui cet enjeu qu'on aborde rarement dans leur milieu. Il crée alors Banlieues Climat avec pour objectif de sensibiliser des jeunes de banlieue au changement climatique, puis de les envoyer partager sur le sujet.

Maison de l'écologie populaire : se battre pour exister

Inaugurée en mai 2021 à Bagnolet, Verdragon, Maison de l'écologie populaire, est l'aboutissement d'un long bras de fer. Sa création à peine annoncée, les personnes porteuses du projet ont été la cible de harcèlement, diffamations et calomnies, sans oublier les insultes à caractère islamophobe, sexiste et raciste.

Partenaires principaux du projet, Alternatiba et le Front de Mères n'ont pas été attaqués de la même manière. La gauche locale s'est opposée à la présence du Front de Mères, jugé radical et islamiste, tout en acceptant celle d'Alternatiba qu'elle considérait comme un mouvement écologiste modéré. Fatima Ouassak s'insurge de cette distinction et l'analyse par le prisme du rapport de domination et du contrôle politique : *Cette image d'Alternatiba est fautive. C'est un mouvement qui organise des occupations illégales, promeut des actions de désobéissance civile, et dont nombre de militants se retrouvent régulièrement en garde à vue. (...) Les membres du Front de Mères ne pourraient pas se permettre de revendiquer le millième de ces actions. Mais évidemment, ce n'est pas la génération climat qui gêne les orchestrateurs de la campagne anti-Verdragon. Ils considèrent que la génération climat, ce sont leurs enfants, des enfants dont la colère est légitime et le combat une fierté ; des enfants qui luttent pour « sauver le monde » (...) Non, ce qui était visé, c'était la génération Adama, les enfants du Front de Mères, perçus comme une menace pour l'ordre établi⁵.*

Mais les militant·e·s ont tenu bon, la tentative de division a échoué et de nombreux bénévoles de tous horizons socioculturels sont venus soutenir et défendre la création de cet espace d'écologie populaire dont le bail a été renouvelé par les autorités en décembre 2021.



Pour Férès Barkat, il y a le besoin de penser une autre écologie, plus ancrée dans la réalité sociale. *Je ne parle pas des ours polaires, même si c'est important. J'essaie de rendre ça le plus concret possible. Concret comme la pollution de l'air par les usines et les incinérateurs de déchets, majoritairement construits aux abords des banlieues. Concret comme l'accès à une alimentation de qualité qui rime avec bonne santé (ici, on n'a que des kebabs)*⁵. Pour lui, l'avenir des cités passe par la lutte contre le défi climatique, il voit l'écologie comme émancipatrice, pour les quartiers urbanisés comme pour les villages isolés.

L'écologie populaire, c'est quoi son truc en plus ?

L'écologie populaire semble née de plusieurs convergences, dont celle de l'économie et de l'écologie. Elle renvoie à l'écologie de la survie, de la débrouille, du peu, tout en rappelant que si le climat pâtit de l'exploitation des ressources naturelles, la distribution inéquitable de ces ressources y est intimement liée⁶. Elle rappelle que les milieux populaires sont des acteurs incontournables pour répondre à l'urgence climatique et qu'il est temps de décroïsonner

les combats écologiques, de sortir de cette vision d'une « écologie des pauvres », écologie qui serait uniquement subie et contrainte. Il faut réinventer une écologie relocalisée et aux valeurs fondamentalement populaires, comme le développe Théodore Tallent, chercheur en science politique et environnement : *L'écologie populaire cherche à démontrer que les « gens de peu » ne sont pas des riches auxquels il ne manquerait que l'argent. Si les classes populaires ont un faible bilan carbone, ce n'est pas juste par contrainte budgétaire, c'est aussi parce qu'elles cultivent un imaginaire différent et ont d'autres modes de vie. Dépasser les clichés sur la sobriété subie des classes populaires pour développer l'écologie populaire pourrait enrichir les imaginaires écologistes et favoriser la transition*⁷.

Si on a pu lire dans cet article que certains associent l'écologie à l'émancipation, on comprend par quel biais l'écologie populaire propose aux citoyens de renverser le système en partant du bas, de porter leurs propres problèmes et d'être vecteurs de leurs propres solutions. L'écologie populaire permet de proposer un modèle alternatif au discours dominant sur l'écologie. Comme l'explique Sébastien Kennes de Rencontre des Continents, il s'agit de *rendre plus populaire et inclusive une écologie souvent perçue comme contraignante. De sortir de la posture du sachant qui doit « convaincre » son public, posture très fréquente sur les thématiques liées à l'écologie... si les gens s'intéressent par eux-mêmes à un sujet, ils seront davantage enclins à le politiser, à partir de leur situation, que si cela provient de messages issus de l'extérieur, préconçus et à prendre ou à laisser*⁸. L'écologie populaire, c'est rendre l'invisible visible.

Adrienne Demaret

Qu'est-ce que ces projets disent, ou pas, de l'écologie populaire ?

Qu'est-ce qui fait d'un projet, d'une action, qu'ils relèvent de l'écologie populaire ? Est-il possible, à partir de ces exemples, de dessiner des lignes communes ? Des ambitions partagées ? Voici quelques pistes de réponse afin de construire, ensemble, une définition concrète. L'écologie populaire est une écologie **locale**, ancrée dans son quartier, dans son territoire, son village... une écologie **relocalisée** qui se réapproprie son milieu de vie. Les problématiques traitées doivent être **compréhensibles** et proposer des **solutions réalisables**. C'est une écologie de l'**action**, plus que de conviction, qui pense qu'un projet vaut mieux que 1000 mots. Les projets concernés naissent des préoccupations des **milieux populaires**. Cela concerne autant les milieux ruraux qu'urbains, en passant par les personnes peu ou mal informées. L'écologie populaire associe les préoccupations **économiques** aux préoccupations climatiques. Elle mêle au plus près justice climatique et **justice sociale**. Les personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté sont les premières impactées par les inégalités environnementales : pollution de l'air, pesticides, malbouffe, accès aux espaces de nature. En écologie populaire, les personnes qui agissent et décident sont donc les premières concernées par les problèmes environnementaux. L'écologie populaire se base sur le **collectif**. Il s'agit de mettre en mouvement des citoyens ensemble, de faire groupe. Partir d'une question nichée dans la vie ordinaire et y répondre ensemble. C'est considérer que tous les publics sont concernés par ces enjeux et ont quelque chose à dire. Que chacun est porteur d'un bout de la réponse. C'est une écologie qui prend en compte les **inégalités et qui les combat** : les solutions durables seront justes et équitables ou ne seront pas. L'écologie populaire est **participative** : démocratiquement, chaque citoyen concerné doit pouvoir s'exprimer, collaborer et être acteur du changement.

1. www.grainespopulaires.org

2. L'ancien McDo devient un fast social food (radiofrance.fr)

3. OUASSAK F., *Pour une écologie pirate. Et nous serons libres*, La Découverte, Paris, 2023.

4. Idem, p. 107.

5. GUERINEAU N., « À 20 ans, Férès Barkat porte l'écologie depuis les quartiers populaires », entretien réalisé pour *Reporterre*, 20 mars 2023.

6. Intervention de Patrick Farbias lors des rencontres écologiques de Peps en août 2022 : <https://www.youtube.com/watch?v=FPvGwOpMnag>

7. TALLENT T., « Transformation environnementale : quelle place pour l'écologie populaire ? », dans *La Tribune*, mai 2023.

8. « Faire de l'éducation populaire à l'écologie », entretien avec Sébastien Kennes réalisé par Aurélien Berthier, *Agir par la Culture*, décembre 2018.



Christine Mahy :

« L'ÉCOLOGIE POPULAIRE DOIT AUSSI ALLER VERS LA REVENDICATION »

Sécrétaire Générale et Politique du Réseau Wallon de Lutte contre la Pauvreté (RWLP), Christine Mahy est convaincue que le défi climatique ne pourra pas être relevé en mettant à la marge les milieux populaires et les populations appauvries. Elle a pris le temps et nous a parlé avec beaucoup de respect des projets et expérimentations de terrain et avec détermination des revendications à porter pour avancer sur la réalisation effective des droits.

■ Est-ce que les personnes que vous rencontrez au RWLP sont sensibles aux problèmes environnementaux ?

□ De l'expérience du RWLP, nous pouvons dire que, dans l'absolu, les personnes issues des milieux pauvres, précaires ou populaires ne sont pas fermées aux questions écologiques. Dans nos réunions, nos débats, nos ateliers, les personnes émettent des inquiétudes sur la qualité de leur alimentation, sur la manière dont elles se déplacent, sur le logement et la consommation d'énergie, sur les emplois géographiquement proches ou éloignés...

Mais il est clair que si on est dans le sauve-qui-peut de l'existence quotidienne, les questions plus écologiques auront tendance à être reléguées, parce que réfléchir à ces questions-là alors qu'on n'a pas de quoi exister, c'est se mettre en situation d'auto-violence. Dans le monde appauvri, les gens sont déjà sous-consommateurs de tout, nous on se bat parce que certains doivent consommer plus. Mais bien sûr, dès qu'il y a de l'espace, les questions écologiques sont existantes. Et la porte d'entrée sera souvent directement liée à l'accès aux droits de base : logement, mobilité, alimentation, santé, emploi. Quand on est sur une écologie plus collective, les militants sont très adhérents.

■ Des pratiques écologiques, on en trouve aussi dans les milieux populaires ?

□ J'ai travaillé longtemps dans les campings, les parcs résidentiels, avec les gens du voyage. J'ai trouvé des personnes dans une grande proximité avec l'environnement, la nature, la rivière, l'eau. Des gens qui vivaient avec une économie d'existence, qui n'avaient pas plus qu'il ne faut.

J'ai aussi rencontré des gens qui, certains par nécessité, d'autres par curiosité, avaient inventé une petite éolienne, un panneau photovoltaïque avant l'heure, une manière d'économiser l'eau parce qu'il fallait aller la chercher aux bidons. Il y a des personnes qui ont dû se contraindre à cela et en ont souffert mais d'autres s'en sont accommodées et en ont fait un enjeu, celui de faire valoir ce qu'ils étaient en train d'inventer. Pourtant, quand on remonte à dix ou vingt ans d'ici, les gens qui avaient ces modes de vie étaient vus comme des illégaux, à côté des systèmes, des réglementations, de l'autorisation de où on peut habiter, de comment on peut habiter, de où on peut être domicilié. Pourtant, pour ceux à qui cela convenait, ils étaient précurseurs de dynamiques écologistes qui existent aujourd'hui.

Il y a un décalage et une incompréhension parce que certains, quand ils voient aujourd'hui apparaître une yourte ou une tiny house, ils se rendent compte qu'ils avaient raison, et en même temps ils voient que ce n'est plus dans les mains du monde populaire mais dans celles des engagés culturels. A Tintigny, le bourgmestre a tout fait pour l'installation de l'habitat alternatif. C'est une chouette dynamique d'imposer du logement différent mais on constate que ce sera pour des gens aisés et stables. Et puis comment ne pas donner une survivabilité à ce qui a l'air de s'inventer aujourd'hui ? Il y a beaucoup de gens qui vivaient en habitat permanent qui sont encore à l'heure actuelle dans une forme d'errance après avoir été évacués, notamment suite aux inondations.

■ **Le logement, c'est un point central du lien entre droit et écologie ?**

□ Oui, mais ce n'est pas le seul. Nous défendons l'idée d'un pacte logement-énergie à destination des populations précaires et mal logées qui sont celles qui devraient avoir les logements les moins énergivores et de meilleure qualité. Pour nous, il faut sortir des politiques d'aide individuelle. Actuellement, on peut rénover son logement si on est propriétaire, si on a de l'argent, si on est capable de préfinancer, de rentrer un dossier. Il faut des solutions plus collectives, des rénovations quartier par quartier, de l'investissement public.

Dans ce domaine, nous participons à des groupes de travail mis en place par le cabinet Henry. Nous avons demandé que la question de la précarité soit traitée de manière transversale, dans tous les sous-groupes, mais on n'est pas arrivé à obtenir ça. Donc les groupes travaillent et puis il y a un groupe précarité qui travaille à côté. Et ça, ça dit tout. Malgré tous les efforts qu'on fait pour faire exister les populations les plus précaires, c'est toujours le point qui passe après. Donc notre boulot, c'est de créer un rapport de force parce qu'on ne peut pas penser une politique de transition en se disant qu'on verra pour les plus pauvres après.

C'est un peu pareil avec les acteurs du climat. Je comprends bien l'urgence dans laquelle ils se trouvent. Ils veulent agir vite parce qu'on n'a plus le temps. Mais pour nous, il faut avancer d'abord pour les populations les plus vulnérables. On ne dit pas que les autres ne doivent pas en être, mais les autres, de toute façon, ils avanceront. Donc dans les manières de dialoguer, avec le politique ou avec les acteurs du climat, ça grince parfois un peu.

■ **On touche aux conditions de la participation ?**

□ La participation, c'est du temps, de l'écoute et ce n'est pas conduire les gens à ce qu'ils doivent penser. C'est partir d'eux, cheminer, naviguer. Quand j'entends aujourd'hui de quoi se plaignent les gens, c'est de ne plus être respecté par rapport au temps qui leur est consacré. Des militants qui voulaient participer à la consultation citoyenne sur le climat sont revenus en disant que ça allait trop vite. Ils devaient se prononcer pendant les synthèses et ils n'avaient pas le temps de réfléchir. Dans ces lieux, on utilise des méthodes d'animation, on veut que ça roule mais les gens de chez nous sont largués. L'écologie, c'est aussi prendre le temps.

■ **Les politiques publiques qui visent l'écologie prennent trop peu en compte les réalités des milieux populaires ?**

□ Oui, c'est le cas sur la mobilité aussi. Où est le maillage collectif, les trains, les bus ? Le TEC et la Région wallonne ont bougé en octroyant un abonnement à 12 euros par an¹. Le problème, c'est que dès que l'on sort du maillage des transports publics, on est très vite dans le désert. La réponse, ce sont les taxis sociaux mais ils sont payants au forfait ou au kilomètre. Des militants ont démontré qu'en se déplaçant une seule fois à 10 kilomètres de chez eux, ils avaient payé 12 euros, c'est-à-dire l'équivalent de ce que certains paient pour se déplacer toute l'année.

Parfois, les personnes vont à pied ou prennent le vélo. Mais à nouveau, la mobilité douce, on la voit de quel angle de vue ? Tout le monde ne sait pas monter sur un vélo. Certains n'ont pas la santé pour ça, ou la vie les a trop abîmés. Et c'est pareil pour les piétonniers. Le cabinet Henry avait organisé une consultation citoyenne sur le fait de rendre tous les centres-villes piétonniers. C'est très bien mais il y a vraiment des gens abîmés par la vie, qui savent marcher 100 mètres mais pas un kilomètre. Penser les villes piétonnes, oui, mais alors il faut penser à des métiers de service public qui vont conduire les gens dans des petites voitures, sinon c'est à nouveau le vieux en forme qui va pouvoir bouger.

■ **Il y a des emplois à inventer ?**

□ La position du Réseau, c'est de dire qu'il faut développer, amplifier, modifier, transformer l'emploi pour faire le plus possible d'emplois locaux. On les qualifie d'emplois qui font du

bien aux gens, à l'organisation sociale, sociétale, collective et au climat, à l'environnement, à l'écologie.

Récemment, on m'avait demandé de prendre la parole à une manifestation contre la venue d'Alibaba à l'aéroport de Liège. Probablement prise par le mouvement ce jour-là, j'y ai été trop fort dans le sens de la critique massive et immédiatement, des gens du monde ouvrier populaire liégeois sont venus me rappeler que, pour leurs familles, il n'y avait que ça comme emploi possible. Oui, ce sont des emplois de mauvaise qualité, où il faut aller travailler la nuit, en voiture... mais les gens n'ont pas d'emploi. Il faut un travail d'investissement pour le développement d'un autre emploi. Je pense qu'il faut avancer sur la création massive d'emplois de service public. On me traite d'utopiste mais on peut inventer des métiers, des jardiniers de commune qui soient au travail dans les jardins de ville, dans des potagers communautaires, des lieux de transformation alimentaire, etc. Pourquoi pas ? On dit « *il n'y a pas les sous* » sauf que c'est décider d'investir à un endroit pour que cela rapporte en termes de qualité de vie et de santé. Quand on ne voit que la dépense nette, le calcul est primaire. Or aujourd'hui, la manière dont le monde populaire ne peut pas bien vivre, ça coûte très cher.

■ **On a parlé de la revendication autour des droits, mais est-ce que l'écologie populaire, ce sont aussi des projets concrets ?**

□ Je pense qu'on ne peut concevoir une écologie populaire que si on part des expériences de vécu des gens, de la manière dont ils trouvent des solutions à leurs problèmes. Parfois individuellement, parfois collectivement. En s'organisant autour d'un potager, de récoltes de fin de marché, en faisant des restaurants où on récupère et on fait à manger, on cuisine ensemble, on re-collectivise le fait de vivre ensemble dans ces lieux et autour de ces pratiques. On trouve beaucoup d'ouvriers qui font encore leurs potagers eux-mêmes et qui sont experts dans ce qu'ils font. Puis il y a aussi certains mouvements d'achats groupés qui font des paniers meilleur marché ou des épiceries qui réfléchissent à l'accessibilité.

■ **Ces projets suffisent ?**

□ Tout ça, c'est très bien parce que c'est de l'expérimentation, de la recherche, on essaie ensemble. Mais globalement, ce sont des petites émergences. Si on veut véritablement donner l'opportunité aux personnes issues du monde



© RWLP

populaire, massivement, de pouvoir accéder à une meilleure alimentation par exemple, en leur permettant de faire le changement dans le rythme qui leur convient, alors on doit passer par des réponses collectives. Aujourd'hui, le truc c'est de mettre des légumes dans les colis alimentaires pour faire des meilleurs colis, plus locaux et plus bio. Mais moi je voudrais qu'il n'y ait plus de colis alimentaires du tout, même avec des bonnes choses dedans ! Donc par exemple, dans le domaine de l'alimentation, nous revendiquons la mise en place d'une sécurité sociale de l'alimentation².

■ **Est-ce qu'on doit utiliser cette expression "écologie populaire" ?**

□ L'écologie populaire, c'est une écologie réservée au peuple ? Moi j'aimerais que les riches soient écolos parce que ce sont eux qui sont des surconsommateurs de tout ! Pour nous, il est hors de question d'être au travail sur les enjeux du climat, de la biodiversité, de l'écologie si on ne les lie pas automatiquement à la réduction des inégalités. Je veux bien qu'il faut défendre l'habitabilité de la planète. Mais l'habitabilité pour qui ? Cela nous importe quand même.

Je comprends l'idée de l'écologie populaire. Il faut partir des gens et voir ce qu'on peut faire ensemble. Mais il faut faire attention qu'en partant des gens qui sont dans le peu, on ne construise qu'une sous-organisation satisfaisante dans le peu. Il n'y a rien de plus dangereux que s'arranger entre soi... et ça arrange les autorités. La multitude des petits projets reliés, je n'y crois pas du tout. Par contre, les petits projets peuvent permettre de se rendre compte qu'on est encore et toujours dans de la soumission. De là peut naître l'envie de se fédérer pour aller plus haut. Les enjeux sont massifs et on doit toucher à l'industrialisation. Le monde ouvrier, c'est là-dedans qu'il est. Je pense que l'écologie populaire doit aussi aller vers de la revendication.

Propos recueillis par Muriel Vanderborght

1. Le tarif annuel à 12 euros est d'application pour les bénéficiaires du statut BIM, les plus de 65 ans et les jeunes entre 18 et 24 ans.
2. Le projet de Sécurité Sociale de l'Alimentation défend la mise en place d'une huitième branche de la sécurité sociale qui garantirait à toutes et tous un accès à une alimentation saine et durable (voir à ce sujet le numéro Contrastes de mars-avril 2023).

CINQUANTE NUANCES D'ÉCOLOGIE

Entre écologie politique, écologie sociale, écologie décoloniale, écoféminisme, écologie pirate, écologie culturelle (et j'en oublie certainement), il y a de quoi se perdre. Quelles sont les nuances de ces différents courants ? Quand et pourquoi sont-ils apparus ? Ces différentes approches sont-elles complémentaires ? Et rejoignent-elles la vision de l'écologie populaire que nous souhaiterions voir se développer ?



L'écologie est un concept qui apparaît en 1866 sous la plume d'Ernst Haeckel, biologiste adepte de la théorie de l'évolution de Darwin. L'écologie désigne alors l'étude des relations des êtres vivants avec leur milieu. Depuis lors, le terme écologie s'est étendu à des domaines divers et les adjectifs qui y ont été accolés lui donnent une série de nuances, valeurs et principes.

L'écologie politique

Si l'écologie s'affirme réellement politique dans les années 70, (période où naissent plusieurs partis politiques écologistes, comme le parti People en Grande-Bretagne, et où apparaît l'ONG Les Amis de la terre aux USA), des personnalités du mouvement anarchiste du 19^{ème} siècle incarnaient déjà une pensée écologique fondée sur une vision politique et économique. Ce fut le cas par exemple de Henry

David Thoreau dont l'œuvre majeure, *Walden ou la vie dans les bois*, est une réflexion sur l'économie, la nature et la vie simple menée à l'écart de la société.

Le mouvement de mai 68, les chocs pétroliers des années 70 et la publication du rapport Meadows¹ ont très certainement participé à l'avènement de l'écologie politique. Sa spécificité réside dans la volonté de remettre le citoyen au centre du débat politique et dans une remise en question de la notion de croissance. Elle vise une transformation du modèle économique et social suite à une prise de conscience de l'empreinte polluante de l'être humain sur l'environnement et des limites de l'anthropocentrisme.

Dans cette approche, l'attention est focalisée sur les impacts de l'activité humaine sur l'environ-

nement sans forcément s'attaquer de front aux inégalités. Mais c'est bien de l'écologie politique que naissent par la suite les autres courants de pensée liant écologie et questions sociétales.

L'écologie sociale²

Depuis le développement de l'écologie politique, l'écologie a dépassé les simples préoccupations environnementalistes. C'est sans doute Murray Bookchin (1921-2006), anticapitaliste et libertaire, qui a le plus contribué à construire une nouvelle façon de penser l'écologie en cessant de se focaliser uniquement sur les aspects environnementaux.

D'après Murray Bookchin, le rapport des sociétés modernes à la nature reflète les rapports de pouvoir et de domination qui structurent ces sociétés. L'écologie sociale part du constat que l'évolution de l'Homme (*homo sapiens*) a provoqué une rupture entre l'humanité et la nature, entraînant la formation de hiérarchies, de classes, de dominations. Pour harmoniser les rapports humains et les rapports entre l'homme et la nature, il faudra dès lors éradiquer toute forme de domination (classe sociale, domination économique...). L'écologie passera donc par un changement social profond, le capitalisme devant être remplacé par un humanisme écologique qui incarne une nouvelle conception de la science et de la technologie.

Pour y arriver, Bookchin développe le concept de « municipalisme libertaire », c'est-à-dire l'idée que la commune constitue une cellule de base capable d'initier une transformation sociale radicale. Ses idées ont notamment inspiré le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). En janvier 2014, les cantons libérés du Rojava (Kurdistan syrien) se fédèrent en communes autonomes qui s'appuient sur la démocratie directe pour la gestion égalitaire des ressources. Le concept de municipalisme a aussi inspiré les conseils de quartier des communes de Barcelone et de Madrid.

La dénonciation de toute forme de domination rejoint l'idée que l'écologie ne peut renforcer les inégalités et qu'elle doit même viser à les réduire. La notion de municipalisme libertaire peut se lire comme un souci d'ancrage territorial, et de proximité avec les populations.

A côté de ces deux courants importants, qui ont mis les enjeux écologiques sous le feu des projecteurs, s'est développée une série d'autres approches plus minoritaires, plus marginales et plus radicales aussi parfois...

L'écoféminisme

L'écoféminisme interroge le lien entre le genre et l'écologie et part du constat que la domination des femmes et la domination de la nature procèdent d'une même cause historique, à savoir le patriarcat. C'est le point de départ et la définition de Françoise d'Eaubonne³ qui a théorisé les fondements de l'écoféminisme en France à partir des années 60. Depuis, le concept a fortement évolué et, d'après Jeanne Burgart Goutal⁴ qui a longuement étudié différents collectifs écoféministes, l'écoféminisme est un *joyeux bordel* dont il est difficile de cerner les contours. *Ce n'est pas une doctrine précise ni un mouvement de pensée unifié. C'est plutôt une galaxie, une nébuleuse d'une immense diversité. Ce qui fait sa richesse et le maintient en perpétuelle évolution*⁵.

Dans les années 80, les féministes ont voulu articuler domination des femmes et domination de la nature avec d'autres formes de domination. Greta Gaard, écoféministe américaine, précise alors que *l'écoféminisme c'est repenser le féminisme pour arriver à abolir toutes les formes d'oppression*. L'écoféminisme d'aujourd'hui évolue donc vers la notion de convergence des luttes qu'elle considère comme foncièrement reliées par les dominations multiples (de race, de genre, de classe, internationales...).

Le positionnement politique de l'écoféminisme est parfois extrêmement radical et révolutionnaire. En ce qui concerne l'emploi par exemple, il n'est pas rare d'entendre dire « *On ne veut pas l'égalité salariale, on veut l'abolition du salariat*. » Ce mouvement porte l'idée de « non-pouvoir », de rejet du pouvoir des hommes pour reconstruire les rapports politiques institutionnels mais aussi les rapports personnels au sein des écoles, des entreprises, des familles, *en passant de la pyramide au cercle*.

L'écologie décoloniale

Mis en avant il y a quelques années à peine par Malcolm Ferdinand⁶, ce courant étudie les interactions entre l'histoire coloniale et les problématiques environnementales. L'auteur part de ses observations sur les effets du chlorodécone, un insecticide utilisé dans les plantations de bananes par les ouvriers agricoles sans protection, sur la population de Martinique et de Guadeloupe.

Dans son livre *Une écologie décoloniale*⁷, il attire l'attention sur le fait que la pensée écologiste s'est construite en occultant les rapports de domination imposés par la colonisation, l'extractivisme,



la surexploitation des ressources naturelles des pays du Sud par les pays du Nord pour pallier le manque de matières premières de ceux-ci (monocultures, déforestation, extraction de minerais, expropriation des natifs de leur terre, exposition aux pesticides...).

Ses idées rejoignent les travaux d'Arturo Escobar, anthropologue colombien qui montre à quel point les modes de vie où l'humain établit un rapport avec la nature ont été dépréciés par les scientifiques occidentaux.

L'écologie décoloniale met aussi en avant le racisme environnemental, le fait que les lieux les plus pollués sont habités par des personnes non blanches ou issues de l'immigration. Elle critique la pensée écologique occidentale libérale qui vise à encourager les petits gestes individuels pour répondre aux enjeux environnementaux.

L'écologie populaire « pirate »⁸

Si aujourd'hui il y a accord sur l'urgence à se mobiliser, il y a aussi urgence à élargir le front écologiste. C'est l'analyse que fait Fatima Ouassak, politologue française qui a récemment popularisé et médiatisé la notion d'écologie populaire, qu'elle nomme « écologie pirate ».

Fatima Ouassak défend une vision de l'écologie populaire qui vise à décroquer l'écologie qui reste aujourd'hui trop souvent aux mains des classes supérieures et blanches. Elle part du constat que ceux qui paient la facture écologique dans nos pays sont bien les quartiers pauvres. Pour toucher les classes populaires, elle met en avant deux éléments fondamentaux : la terre et la liberté.

Les quartiers populaires sont dépossédés de la terre par la bétonisation. Fatima Ouassak rejoint la pensée de l'écologie décoloniale en l'étendant au territoire des quartiers populaires des banlieues des grandes villes françaises où vit une population issue de l'immigration postcoloniale. La terre est, selon elle, confisquée physiquement et symboliquement à ces populations. C'est la même politique qui a maltraité la terre des colonies et qui continue à maltraiter la terre des quartiers populaires. La liberté est également indispensable : liberté de souffler, de respirer, mais aussi liberté de circuler pour tous, notamment pour se mettre à l'abri en temps de catastrophe climatique. Fatima Ouassak rappelle que les entraves à la circulation participent au système capitaliste et colonial développé entre l'Europe et l'Afrique.

Les arguments mis en avant par Fatima Ouassak ainsi que sa volonté de partir de ce que les habitant-e-s des banlieues veulent expérimenter et mettre en place nous renvoient à une notion de l'écologie populaire ancrée dans les réalités actuelles et sensible aux valeurs portées par les milieux populaires.

L'écologie culturelle⁹

Dans une tribune au journal « Le Monde » datée du 30 septembre 2022, un collectif de militants, d'intellectuels et d'artistes lance un appel à créer une culture écologique qui se diffuserait à l'ensemble de la société grâce à l'éducation et à l'art. *L'écologie culturelle a une ambition : être un antidote à l'anxiété, à la solitude, à la colère et à l'impuissance.* Elle fait le constat que l'écologie divise plus qu'elle ne relie (sur les types de mesures à prendre, sur la temporalité, sur la radicalité à adopter...). L'engagement pour une écologie reste compliqué, sans doute parce que le discours écologique est souvent culpabilisateur et appelle à la responsabilité individuelle. Il faut dépasser cette tendance pour essayer de toucher chacun dans ses tripes et redécouvrir les bénéfices du collectif. A travers un sursaut culturel large qui mette en avant les valeurs de coopération, de création, de solidarité.

L'écologie culturelle propose par exemple la mise en place de tiers lieux ouverts à tous pour créer, tester, fabriquer, exposer, se parler, organiser des événements. Ces tiers lieux sont gérés collectivement et démocratiquement. Ils développent des projets solidaires et durables dans lesquels on retisse du lien, on pense et on imagine l'avenir ensemble en lui donnant du sens. La Tricoterie de Bruxelles en est un bel exemple. Installée dans une ancienne usine, ce

lieu se définit comme une fabrique de liens qui va à l'encontre de la logique individualiste et ultralibérale.

Cette réflexion rejoint et complète en quelque sorte notre questionnement sur le lien entre l'art et l'éducation permanente, l'art comme levier de pensée, de réflexion pour bousculer les idées et remettre en question notre modèle de société consumériste et destructeur du vivant.

Ecologie sociale, écoféminisme, écologie décoloniale et écologie populaire ont en commun une remise en question complète du système productiviste capitaliste, une remise en question des rapports de hiérarchie et de domination entre les êtres humains ainsi qu'entre les êtres humains et la nature qui menacent la vie sur terre. Elles montrent toutes l'urgence de travailler à une nouvelle culture.

L'écologie n'est pas l'apanage des plus aisés et différents courants écologistes tendent à le démontrer depuis plusieurs décennies. *Fin du monde, fin du mois, même combat !* Combat qui sera collectif, juste, ancré dans nos territoires, associé aux milieux populaires et joyeux parce que rendu souhaitable et poétique !

Françoise Caudron

1. *Les Limites à la croissance (dans un monde fini)* (*The Limits to Growth*), connu sous le nom de *Rapport du club de Rome*, ou encore de *Rapport Meadows*, est publié en 1972. C'est une des références des débats et critiques qui portent sur les liens entre conséquences écologiques de la croissance économique, limitation des ressources et croissance démographique.

2. BOOKCHIN M., *Qu'est-ce que l'écologie sociale ?*, Atelier de création littéraire, 2012.

3. Françoise d'Eaubonne (1920-2005) est philosophe française, militante féministe

4. BURGART GOUTAL J., *Etre écoféministe, théories et pratiques*, L'échappée, 2020.

5. Emission *La terre au carré : L'écoféminisme*, Radio France Inter, lundi 22 novembre 2021.

6. Malcolm Ferdinand est ingénieur en environnement, docteur en science politique et chercheur au CNRS.

7. FERDINAND M., *Une écologie décoloniale*, Seuil, 2019.

8. Emissions *Planète Bleu*, *le mag* et *Planète Bleu s'engage*, radio France bleu, 19 mars 2023.

9. SCHEYDER P., GILBERT P. et ESCACH N., *Manifeste pour une écologie culturelle*, Ed. Le Pommier, 2022.

Mobilisations écologiques et pratique de la conflictualité dans le monde

Sans la nommer comme telle, les milieux populaires et les populations appauvries pratiquent l'écologie dans le monde. Par une consommation raisonnable sans doute, mais aussi par des mobilisations et des luttes pour préserver, rétablir et améliorer leurs conditions d'existence et leurs lieux de vie. Les pays les plus pauvres sont les plus touchés par des pratiques destructrices de l'environnement (pillage des ressources, déforestation, agriculture intensive et utilisation de pesticides, déchets...) et ce sont les populations les plus vulnérables qui, partout dans le monde, sont les plus exposées aux pollutions de tous types (territoires toxiques, quartiers situés près des autoroutes, pollution de l'air et des sols). Ce sont également elles les premières victimes des conséquences du réchauffement (inondations, montée des eaux, sécheresses...).

En 2002, le sociologue Joan Martinez Alier analysait, dans son ouvrage « L'écologisme des pauvres »¹, les enjeux environnementaux au regard des rapports sociaux (et coloniaux). Il y relatait des mobilisations et conflits ayant lieu aux quatre coins de la planète autour de l'extraction du pétrole, de l'installation de gazoducs, de l'exploitation de plantations, de l'édification de barrages, de l'accaparement des terres par des multinationales... Vingt ans plus tard et dans la même lignée, une carte mondiale en ligne recense près de 4000 cas de mobilisations collectives et de conflits de justice environnementale dans le monde, portés par une grande diversité de militant·e·s².

Un ouvrage collectif paru sous le titre « Mobilisations écologiques »³ démontre une politisation et une conflictualité de plus en plus grande des mobilisations écologiques ainsi qu'un lien plus établi avec les enjeux sociaux et une dénonciation plus forte des inégalités environnementales. Ces mobilisations sont parfois directement portées par des milieux populaires, comme ce fut les cas du mouvement des *Gilets Jaunes* qui a contribué à mettre en évidence l'inégalité des sacrifices demandés en termes de contribution à l'effort écologique. Mais ces mobilisations sont aussi parfois initiées par des classes expertes et favorisées qui veillent à une représentativité des classes dominées en leur sein. En France, on trouve des alliances entre *Alternatiba* et le *Collectif Adama* qui, sous le slogan « on veut respirer », lient lutte contre la pollution et combat contre les violences policières.

Les auteurs attirent toutefois l'attention sur le risque de reproduction des rapports de domination au sein même des collectifs dans lesquels ce sont souvent les plus expert·e·s des militant·e·s qui donnent le pas et où le décalage entre les cultures militantes et les profils sociaux très variés est parfois source de tension. Autre risque, celui de voir les milieux populaires lutter très concrètement pour l'amélioration de leur cadre de vie (la dépollution d'un quartier par exemple) mais de se voir ensuite confisquer, par des mécanismes de gentrification, leur lutte et leur territoire au profit d'une population plus aisée.



© Christophe Licoppe - Wikipedia

1. MARTINEZ ALIER J., *L'écologisme des pauvres*, Les Petits Matins, 2014.

2. <https://leatlas.org/?translate=fr>

3. COMBY J.B. et DUBUISSON-QUELLIER S., *Mobilisations écologiques*, PUF, 2023.

L'ÉCOLOGIE POPULAIRE, REDISTRIBUTIVE ET TRANSFORMATRICE !

Les inégalités ont atteint un degré tel qu'elles empêchent de se sentir faire partie d'une même communauté, d'un même projet politique et social autour duquel « faire peuple ». Aucune écologie populaire n'est donc possible sans réduction drastique de ces inégalités. Cela nécessite d'entamer une « lutte contre la richesse » et le déploiement de services collectifs et de communs.



© Jeanne Menjoulet Flickr

Quoi qu'on pense du mouvement des Gilets Jaunes, ce moment de mobilisation a été le révélateur d'une évidence que les acteurs politiques ne semblent pourtant toujours pas avoir prise en compte jusqu'à aujourd'hui : les inégalités sont telles, dans nos sociétés, qu'aucun « effort » écologique – même s'il est minuscule et même s'il est nécessaire – ne pourra être accepté par la population tant que les plus aisés ne seront pas visés en premier lieu. La condition *sine qua non* de toute écologie qui se voudrait populaire est donc la mise à contribution drastique, visible, publiquement assumée, des ménages et des entreprises les plus riches de notre société. Et même si cela ne suffirait bien sûr pas, il s'agit d'un préalable incontournable. La consommation ostentatoire des plus aisés est en effet à la fois un attracteur funeste pour l'ensemble de la société (c'est le modèle de la réussite sociale) et un motif légitime de colère, qui conduit certains au ressentiment, voire à l'aveuglement sur les causes structurelles de ces inégalités. Cette co-

lère est si exacerbée aujourd'hui qu'elle se mue en rage contre des individus et des symboles (l'Union européenne, les politiciens, Davos, Bill Gates, Macron...) plutôt qu'en force de transformation sociale. On le déplore, mais on peut identifier comment ce cercle vicieux de la vindicte populaire est rendu possible : par un degré d'inégalités insoutenable.

Plus on est riche, plus on pollue

En 2018, le CREDOC (Centre de Recherche pour l'Étude et l'Observation des Conditions de vie) a mené une enquête¹ pour interroger le lien entre la sensibilité environnementale, le capital culturel, le capital économique et l'empreinte écologique. On peut en retenir comme conclusion principale qu'il n'existe qu'un seul critère vraiment déterminant pour l'empreinte écologique d'un groupe social : le capital économique. Le fait d'être « sensibilisé », par contre, ne change pas grand-chose. L'ensemble

des électeurs du *Rassemblement National*, bien que possédant le score le plus médiocre en sensibilité environnementale, ont une empreinte écologique moyenne à peine plus élevée que l'ensemble des électeurs des *Verts* et de la *France Insoumise*, dont la sensibilité environnementale est pourtant beaucoup plus marquée. En effet, selon les autrices de l'étude, *la richesse conduit les plus sensibles à l'écologie à des pratiques de mobilité qui ne peuvent pas être compensées, en termes d'empreinte écologique, par de « petits gestes » comme la consommation de produits bio, la réduction ou la suppression de la viande et l'achat de produits d'occasion.*

Une observation des émissions de CO₂ par déciles de revenu conduit au même constat : plus on est riche, plus on envoie des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Il y a peut-être l'une ou l'autre exception individuelle isolée, mais à l'échelle sociologique c'est factuel. Ainsi, en France, les ménages situés dans le 1^{er} décile (les 10% les plus pauvres) émettent en moyenne 15,2 tonnes éqCO₂, contre 40,4 pour le 10^e décile (les 10% les plus riches²). Les chiffres sont très comparables dans tous les pays occidentaux dont la Belgique. Les écarts sont évidemment encore plus importants si l'on observe les situations extrêmes : les 0,01% les plus riches émettent en moyenne... 2.332 tonnes éqCO₂ par personne, alors que ce nombre n'est que de 0,3 tonne éqCO₂ pour les habitants des pays où la pauvreté est extrême³.

Ce qui vaut pour les groupes sociaux vaut bien sûr aussi pour les pays. Il existe une corrélation systématique entre le PIB/habitant d'un État et le niveau de ses émissions de CO₂. La couleur politique des gouvernements, par contre, n'a pas vraiment d'influence. Ce n'est pas parce que l'extrême gauche ou les écologistes sont au pouvoir quelque part que l'empreinte écologique y est plus faible, ou du moins les variations sont presque insignifiantes. À nouveau, on ne peut que conclure que c'est la richesse matérielle globale des sociétés (et non les idées) qui impacte l'environnement.

Lutter contre la richesse

Les conséquences de ce constat sont simples à écrire mais très compliquées à intégrer socialement : pour permettre le développement d'une écologie populaire, il faut lutter contre la richesse (matérielle). La première étape de ce processus pourrait pourtant rapidement faire l'objet d'un consensus de la majorité : contraindre les plus riches, qui constituent forcément une portion minoritaire (1%, 10%, 30% ?), est logiquement dans l'intérêt de tous

ceux qui sont moins riches qu'eux. Il y eut d'ailleurs des périodes de l'Histoire, aux USA, où le taux marginal d'imposition – c'est-à-dire le taux d'imposition de la tranche de revenus la plus élevée – atteignait 70 à 90%, alors qu'il est plafonné à 50% aujourd'hui. Dans la pratique, c'est plus compliqué : il suffit de voir les difficultés que l'on rencontre dans le combat pour la justice fiscale ! Outre le manque de volonté politique, l'impôt jouit d'une réputation extrêmement négative. Première piste d'action : réhabiliter le sens de l'impôt comme contribution, c'est favoriser une écologie populaire.

Mais il faudrait aller plus loin. Car le niveau d'émissions de gaz à effet de serre (entre autres) des pays riches est structurellement trop élevé. Non seulement celui des ménages situés dans les déciles les plus riches (6 à 7 fois trop élevé), mais aussi celui des ménages les plus pauvres (2 à 3 fois trop élevé⁴). Si l'on se contentait de rediriger les moyens vers les ménages les plus pauvres, toutes choses égales par ailleurs, l'empreinte globale resterait inchangée. Nous polluerions simplement de manière plus égalitaire et plus populaire. Cela s'explique par le fait que notre économie repose sur la croissance, qui exige concrètement la croissance continue de la production et de la consommation de produits, indépendamment de la réalité des besoins des personnes, de leurs limites et de celles de la planète. C'est donc l'ensemble de notre empreinte écologique sociétale qui doit baisser.

Contraindre... et ouvrir les possibles

Comment faire ? Une direction se dessine à ce stade, dans une optique d'écologie populaire qui soit non seulement redistributive, mais aussi transformatrice, c'est-à-dire impliquant un changement de paradigme, de modèle économique, de modèle de vie collective. Ce chemin pourrait être résumé dans une image provocatrice : il s'agit, en haut, de « désactiver » les richesses et les pratiques de consommation insoutenables (à définir collectivement), mais dans le même temps, en bas, d'ouvrir les possibles permettant de sortir de la pauvreté sans pour autant entrer dans la richesse. Par le renforcement de services publics accessibles et gratuits, par exemple, ou par le déploiement de nouveaux types d'accès et d'usages liés à l'habitat, à l'énergie, aux déplacements, au travail... Une écologie populaire passe forcément par la remise en cause du caractère sacré de la propriété privée au-delà des besoins primaires des personnes, et donc par l'approfondissement de la notion de « communs ». Ne prenons

Définition : Qu'est-ce qu'un commun ?

Les communs, écrit David Bollier, *ne sont pas des choses ou des ressources*. Bien sûr, ils concernent des ressources physiques, informationnelles ou culturelles. *Mais ils consistent, plus exactement, en la combinaison d'une communauté déterminée et d'un ensemble de pratiques, valeurs et normes sociales mises en œuvre pour gérer une ressource*. Autrement dit, un commun, c'est : une ressource + une communauté + un ensemble de règles sociales. Ces trois éléments doivent être conçus comme formant un ensemble intégré et cohérent.

David Bollier, *La renaissance des communs*, Éditions Charles Léopold Mayer, 2014, p. 27.

qu'un exemple, l'énergie, plus précisément les (res)sources nécessaires à l'énergie (soleil, vent, eau, bois, pétrole, gaz...). Qui peut encore aujourd'hui s'opposer à l'évidence que ces biens devraient être gérés comme des communs ?

Voilà pour l'ouverture des possibles « par le bas », mais névions pas ce qui est nécessaire pour le haut. Qu'on le veuille ou non, il est indispensable de contraindre les consommations et les productions qui excèdent les limites planétaires. La contrainte qui doit peser sur ces excès (voitures trop grosses et trop nombreuses, excès d'avion, excès de propriétés, de spéculations, de patrimoine...) peut être de deux sortes : la loi (des interdictions) ou la fiscalité. Une écologie populaire implique cette redirection sociétale : contraindre les excès capitalistes, en termes de propriété et de consommation, pour ouvrir des possibles par les communs. Pour garder tout son sens, il est évident que cette trajectoire d'écologie populaire doit s'enraciner au cœur de la démocratie. Ces débats ne seront pas simples, ils doivent être d'autant plus nombreux, partagés, foisonnants, populaires.

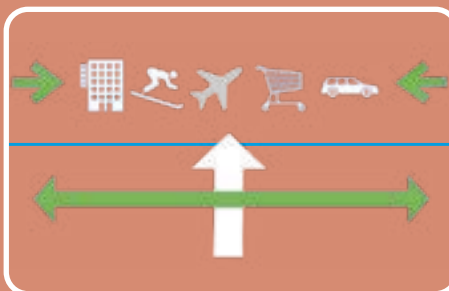
Guillaume Lohest



© Gustave Deghilage Flickr

1. Victoire Sessegro et Pascale Hébel, « Consommation durable : l'engagement de façade des classes supérieures », *Consommation et modes de vie* n° 303, CREDOC, mars 2019.
2. Chiffres de l'OFCE, Observatoire Français des Conjonctures Économiques.
3. Chiffres de *World Inequality Database*.
4. On considère, en effet, que le budget carbone moyen par personne, pour rester dans le cadre des Accords de Paris, devrait être ramené à 2 tonnes éq. CO₂, c'est-à-dire, environ 4 à 5 tonnes éq. CO₂ pour un ménage moyen.

La fine ligne bleue symbolise la limite de la soutenabilité des activités humaines.



La ligne blanche représente la proposition implicite qui est faite actuellement aux personnes les plus précarisées : « s'activer » pour acquérir un mode de consommation et de vie similaire à celui des classes aisées.

Les lignes vertes schématisent la redirection symbolique que pourrait formuler une écologie populaire :

- contraindre, en haut, les plus riches,
- ouvrir des possibles par le bas (services publics, communs, nouvelles modalités d'usage).